

Unité départementale du Rhône  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 11/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FOT IMPRIMEURS**

ZAC Satolas Green Pusignan  
69330 PUSIGNAN

Références : PRICAE-PRA-TD-10

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement FOT IMPRIMEURS implanté ZAC Satolas Green Pusignan 69330 PUSIGNAN. L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est menée dans le cadre d'une action régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et portant sur la prévention du risque incendie.

Les thèmes de cette inspection sont :

- la prévention du risque incendie : gestion des stocks / détection incendie
- les moyens d'intervention et d'extinction
- la gestion des eaux d'incendie

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FOT IMPRIMEURS
- ZAC Satolas Green Pusignan 69330 PUSIGNAN
- Code AIOT dans GUN : 0010600414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société FOT a été créée en 1957 sur la commune de Villeurbanne. Après un premier déménagement à Vaulx-en-Velin en 1976, la société construit en 1997 une nouvelle usine à Pusignan et y regroupe ses activités « feuille à feuille » et « rotatives ».

La société FOT Imprimeurs est spécialisée dans l'impression haut débit de prospectus publicitaires, petits magazines, documents électoraux. Elle est spécialisée dans l'impression en feuilles et rotatives

avec des savoir-faire particuliers : produits finis en sortie de rotative, collage transversal, perfo détachable...

Elle est autorisée pour des activités de transformation de papiers / cartons et d'impression.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la prévention du risque incendie : gestion des stocks / détection incendie
- les moyens d'intervention et d'extinction
- la gestion des eaux d'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article - point 5.6.1.	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.6.2.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3	/	Sans objet
Maintenance et test / entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort de cette inspection 2 principales non conformités susceptibles de faire l'objet de suites administratives, l'une relative à la non présence de raccords sur la cuve d'eau du sprinklage permettant aux services d'incendie et de secours de s'y connecter et l'autre relative au confinement des eaux susceptibles d'être polluées accidentellement.

### **2-4) Fiches de constats**

### Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant le jour de la visite d'inspection a présenté un état des stocks daté du 31/12/2021. Cet état des stocks est édité par atelier et indique l'ensemble des matières stockées : matières dangereuses et matières combustibles de type palette, papier, cartons ... Cet état des stocks est disponible depuis le serveur informatique et accessible à distance via un VPN. Il apparaît que le suivi du stockage est journalier pour les consommables de types papier et très fréquents pour les cartons, palettes... Concernant les encres et autres solvants (principales matières dangereuses), le site n'a pas mis en place de suivi fréquent des stocks – ce dernier est basé sur un inventaire annuel qui est représentatif du stockage fait sur site. Il apparaît également que l'état des stocks ne fait pas mention de phrases de dangers des produits stockés. Les fiches de données de sécurité sont présentes sur le serveur. Il est néanmoins apparu que la FDS d'un produit n'a pas pu être présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite <b>Observation et demandes de l'inspection :</b> pour l'ensemble de ces points, il est demandé à l'exploitant dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport : <ul style="list-style-type: none"><li>- de justifier que l'état des stocks en ce qui concerne les encres et les solvants est représentatif et que le stockage n'évolue que peu dans l'année. Au besoin, le registre pourra indiquer la quantité maximale susceptible d'être entreposée (en lien avec les volumes et quantités autorisés par l'AP du site)</li><li>- d'indiquer dans le registre les principaux dangers des produits (toxique, dangereux pour l'environnement, inflammables, combustibles ...)</li><li>- de balayer l'ensemble des FDS présentes sur le serveur et éventuellement procéder à leurs mises à jour.</li></ul>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"><li>- un système de détection automatique d'incendie avec transmission d'alarme à l'exploitant ;</li><li>- un système d'extinction automatique d'incendie sur l'ensemble des bâtiments ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) dans l'ensemble des ateliers de production et l'ensemble des bureaux. Dans les locaux techniques suivants : locaux TGBT, chaufferie et pomperie sprinklage, il n'y a pas de sprinklage en raison des risques liés à l'eau. Ces locaux sont équipés de détecteurs incendie reliés à une centrale de détection incendie. Le système dispose d'un report d'alarme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : - deux réserves d'eau d'une capacité minimale de respectivement 740 et 50 m <sup>3</sup> alimentant le réseau de sprinklage du site. Pour permettre le raccordement des engins des services de secours à la plus grande de ces capacités, celle-ci devra être suffisamment éloignée des bâtiments et munie d'au moins 4 raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de 2 cuves d'une capacité de 740 m <sup>3</sup> et 50 m <sup>3</sup> toutes les deux situées dans le local de pomperie / sprinklage. La plus grande des capacités contrairement à la prescription de l'arrêté préfectoral n'est pas munie de raccords permettant aux services d'incendie et de secours de s'y connecter. Il est à noter que la réserve d'eau de 740 m <sup>3</sup> permet le fonctionnement du sprinklage pendant 2 heures environ (débit de 350 m <sup>3</sup> /h).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>Demande de l'inspection :</b> pour cette non-conformité, le site étant déjà équipé de 4 poteaux incendie (DN150), il convient d'étudier l'intérêt avec le SDIS d'équiper la cuve de raccords normalisés. En cas de non intérêt argumenté, l'exploitant procédera à une demande de modification des prescriptions applicables à l'établissement sur la base de l'article R.181-45 du code de l'environnement sous 3 mois. Le cas échéant, l'exploitant équipera son installation de raccords normalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent rapport. Les justificatifs de la mise en œuvre de ces raccords seront transmis à l'inspection dans le même délai.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel, alimenté par le réseau public, permettant un débit global de 360 m <sup>3</sup> /h sur la zone avec 4 poteaux incendie normalisés répartis autour des installations ;
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de 4 poteaux incendie sur le site. Les tests réalisés en 2019 de débits et de pression montrent que les poteaux délivrent une pression entre 5 bars et 7,2 bars pour des débits unitaires compris entre 229 m <sup>3</sup> /h et 260 m <sup>3</sup> /h. Un test simultané sur les 4 poteaux montrent un respect du débit global de 360 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- des robinets d'incendie armés ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté que le site est équipé de multiples extincteurs et RIA (tous vérifiés annuellement) sur l'ensemble des ateliers et zones de chargement et déchargement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Maintenance et test / entretien moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un contrat de maintenance avec un prestataire agréé pour ces installations de défense incendie : RIA, extincteurs portatifs et sprinklage. Les actions de maintenance semblent être à jour et suivies par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article - point 5.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs doivent permettre l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement en cas de pollution accidentelle. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> La gestion des eaux a fait l'objet d'un audit externe en 2018. Il en ressort que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux de ruissellement de voiries sont collectées sur le site et transitent par un débourbeur/séparateur hydrocarbures avant de rejoindre le réseau de collecte des eaux pluviales de la ZAC. Les eaux pluviales collectées sur la ZAC Satolas Green transitent via une canalisation béton DN 1200 vers un bassin de rétention végétalisé de 7 300 m<sup>3</sup> dont l'étanchéité est assurée par une géomembrane et une couche d'argile. Ce bassin est équipé à sa sortie d'une vanne de confinement et d'un séparateur à hydrocarbure dont l'exutoire se fait dans un second bassin, d'infiltration celui-ci ;</li><li>- les eaux usées assimilées domestiques (eaux vannes) sont dirigées vers le réseau d'assainissement collectif des eaux usées de la ZAC ;</li><li>- les eaux usées industrielles générées lors du lavage et du rinçage des machines (rotatives) sont gérées par un réseau distinct collectant et envoyant ces eaux vers 2 cuves de capacité 30m<sup>3</sup> chacune. Les eaux stockées sont ensuite pompées par un prestataire et envoyées en filière adaptée à la fréquence d'un pompage tous les 2-3 mois ;</li><li>- les eaux pluviales des toitures du bâtiment sont dirigées vers 2 réseaux d'eaux pluviales parallèles et maillés, parcourant le bâtiment d'Est en Ouest, jusqu'au bassin d'infiltration situé à l'Ouest du site. Ces réseaux se déversent dans le bassin d'infiltration sur site via 2 vannes murales (aussi appelées vannes martellières). Ces deux vannes permettent d'isoler le bassin en cas de situation accidentelle. Une procédure de gestion de ces vannes a été rédigée.</li></ul> <p>Il est à noter que le dossier de demande d'autorisation initiale indique qu'après obturation de la liaison avec le bassin du site, les eaux d'extinction d'incendie (2500 m<sup>3</sup>) sont renvoyées vers le bassin de rétention de 7300 m<sup>3</sup> de la ZAC Satolas Green. Ce bassin est ensuite obturé par une vanne empêchant le déversement vers le bassin d'infiltration de la ZAC.</p> <p>Il apparaît ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident sont raccordées au bassin des eaux pluviales de la ZAC qui est étanche et dispose d'une capacité de 7300 m<sup>3</sup> (soit une capacité supérieure aux 2500 m<sup>3</sup> prévus dans l'AP). Néanmoins, au cours des échanges, il a été constaté l'absence de procédure et/ou de convention d'isolement du bassin de confinement de la ZAC par rapport au bassin d'infiltration associé. Ainsi, ni le volume disponible (2500 m<sup>3</sup>) ni l'actionnement, en toute circonstance et dans des délais brefs, de la vanne d'isolement du bassin de la ZAC Satolas Green et le bassin d'infiltration (milieu naturel) ne sont garantis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>Demande de l'inspection :</b> pour cette non-conformité, il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de prendre contact avec le gestionnaire du bassin de confinement de la ZAC pour définir avec ce dernier les dispositions permettant de garantir en toute circonstance le volume disponible prévu dans l'AP du site (2500 m <sup>3</sup> ) et l'actionnement dans les meilleurs délais de la vanne d'isolement du bassin de la ZAC et le bassin d'infiltration (permettant un isolement des eaux susceptibles d'être polluées du milieu naturel). L'ensemble de ces dispositions feront l'objet d'une procédure voire d'une convention et seront transmis à l'inspection des installations classées. En cas d'impossibilité technique de garantir ces objectifs, l'exploitant transmettra sous 3 mois une proposition de gestion des eaux susceptibles d'être polluées différente de celle prévue initialement dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter (confinement des eaux sur site par exemple) avec l'ensemble des éléments techniques justificatifs et les échéanciers des éventuels travaux associés (vanne d'isolement site). Ces éléments feront l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation du site en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 7 - point 5.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 500 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés au point 3.10 du paragraphe 3 de l'article 4 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. IL est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance et dans les meilleurs délais.
<b>Constats :</b> cf constat du point précédent et demande associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet